

## SOMMAIRE

*Présentation*

Au cœur des Sciences Sociales : « Homo oeconomicus »  
ou « Homo-sociologicus » ? ..... 3

La crise des Sciences Sociales et la question de la normativité  
par Michel FREITAG .....13

Le modèle économique dans les Sciences Sociales  
imposture ou nécessité ?  
par Philip VAN PARIJS ..... 67

La sociologie de P. Bourdieu et l'individualisme méthodologique  
par Hubert BROCHIER ..... 87

Critique de P. Bourdieu : 1. L'économisme  
par Alain CAILLE..... 107

L'individualisme méthodologique chez R. Boudon  
par Vincent SIVRE.....155

Le piège des idées reçues  
par Gerald BERTHOUD ..... 193

Que de Hau : le débat autour de l'Essai Sur Le Don  
par Mondher KILANL ..... 205

La Raison du Gratuit  
par Mark ANSPACH .....249

L. Dumont : Sociologie du Tout Social ou Pensée de l'Ordre ?  
par Philippe GOTTRAUX ..... 293

Pour dépasser la notion de terrain en Sciences Sociales  
par. Michel ROBERT ..... 327

L'anti-utilitarisme est-il un critère suffisant ?  
par Philippe GOTTRAUX ..... 357

Ce fichier constitue la version numérique du *Bulletin du MAUSS* n° 22.  
Numérisation réalisée en 2014 par INGED, L'Ingénierie éditoriale,  
76840 Hénouville, avec le concours du Centre national du Livre (CNL).  
ISBN numérique : 978-2-914819-62-5



Édition originale : juin 1987  
N° d'inscription à la commission paritaire : 64558  
ISSN : 0294-4278  
Dépôt légal : 48612

AU COEUR DES SCIENCES SOCIALES :  
 « HOMO-OECONOMICUS » OU  
 « HOMO-SOCIOLOGICUS » ?

PRÉSENTATION

Ce numéro du Bulletin du MAUSS est anormalement gros. Espérons que cette boursofflure ne paraîtra pas monstrueuse à nos lecteurs habitués à plus de modération tant dans la taille que dans le nombre des articles. Au départ, une simple situation de fait : le nombre important d'articles reçus qui semblaient témoigner d'une certaine convergence. C'est plutôt bon signe, dira-t-on. Mais de quoi ? A notre sens de la pertinence de deux des idées-force sur lesquelles s'est fondé le pari du MAUSS. Celle que les sciences sociales sont dans un état de crise grave ; celle que cet état n'est pas nécessairement irrémédiable. Etat de crise ? Assurément, comme le note Michel Freitag dans le long article qui ouvre ce numéro, la notion de crise est des plus subjectives. On pourrait affirmer, de façon tout aussi plausible, que les sciences sociales ne se sont jamais portées mieux, ou bien qu'elles ont toujours été en crise si bien que leur situation actuelle ne déroge en rien à leur état normal. A l'évidence, le jugement dépend entièrement de ce qu'on attend des sciences sociales. Qu'elles disent le vrai, scientifiquement, sur la pratique sociale et sur le fonctionnement ou le dysfonctionnement des sociétés ? Si l'on considère que la vérité scientifique en la matière consiste uniquement en l'établissement des faits, hors de tout jugement de valeur, alors, peut-être, il est possible de considérer que la situation n'est pas trop grave. On ne sait pas

trop quels « faits » sont « établis », mais comme de toutes façons les faits en eux-mêmes, réduits à leur facticité, n'intéressent personne, ça ne tire pas à conséquence. Simplifions outrageusement et posons que la tâche de ce qu'on appelait, il n'y a pas si longtemps, les « sciences de la nature », consiste à dire des choses vraies, ou réfutables, sur les choses, i.e. sur des objets. Le fameux « débat des méthodes » [Methodenstreit, au début du siècle en Allemagne, a mis en évidence la difficulté propre aux sciences de l'Homme, celle qui tient au fait que l'objet sur lequel il faut dire des choses vraies est également un sujet, un ensemble de sujets ou de relations entre des sujets, autrement dit un ensemble de relations significatives. Il y a du sens dans l'objet et pas seulement de l'objet. A en rester là on pourrait encore tenter de colmater la brèche entre sciences humaines et sciences de la nature, en réaffirmant une sorte d'idéal scientifique de repli, de « second rang » diraient les économistes du welfare, réduit à un idéal de la neutralité axiologique. C'est la solution de Max Weber. Mais il y a une autre difficulté, que le Methodenstreit n'a su aborder que de façon timide et embarrassée. C'est qu'il ne suffit pas, dans le domaine des « sciences » de l'Homme, de tenter de dire le vrai sur des objets qui fonctionnent au sens. Encore faut-il que cette vérité objective fasse sens elle-même. Là où les sciences exactes peuvent espérer l'être parce que leur tâche idéale se réduit à dire la vérité objective des objets, les sciences humaines sont confrontées à l'objectif autrement redoutable d'avoir à dire des vérités qui, non seulement soient vraies, mais qui aussi fassent sens. En un mot, elles ne peuvent pas et donc, ne doivent pas ne pas être également normatives<sup>1</sup>.

---

1 1. Ce dont, à bien des égards, Weber était parfaitement conscient, mais sans parvenir à en assumer pleinement les implications en raison de sa dichotomisation trop tranchée des jugements de fait et des jugements de valeur qui bloque l'interrogation par le savant de ses propres valeurs et qui voue la recherche des faits à un relativisme d'autant plus problématique qu'il a constamment tendance, chez Weber lui-même à s'inverser en un universalisme rationaliste tout aussi problématique.

Cette normativité, nous montre Michel FREITAG, leur est consubstantielle. Leur recherche d'une objectivité purement positive n'a jamais été que leur mot d'ordre normatif particulier, particulier, il est vrai, au point de dénier sa dimension de normativité. Normatives, en effet, elles n'ont pu que l'être puisque leur travail historique a été celui d'accoucheur normatif de la modernité. Dans ce rôle se sont succédé, à titre de modèle normatif dominant, la philosophie, puis l'économie politique, puis la sociologie. Et puis ? Et puis, à peu près plus rien. A l'orée d'une possible ère post-moderne, les sciences sociales semblent avoir renoncé à toute tentative de dessiner les contours d'un monde humain, habitable<sup>2</sup>.

A dire vrai, ce déni de normativité est plus particulièrement caractéristique de la situation française. Aux Etats Unis, le mixage de la philosophie et de l'économie politiques produit des Hayek, Rawls ou Nozick, dont on peut certes contester les analyses, mais qui ont au moins le mérite de poser explicitement la question normative. En Allemagne, de même, et sur de toutes autres bases, Habermas et Apel l'affrontent sans faux-fuyants, en tentant de définir une éthique de la discussion dans laquelle ils voient le noyau de la Raison et d'une société qui s'ordonnerait à partir d'elle. En France, la normativité est à la fois pontifiante et inavouée. Ce qui va de pair avec une sorte de contre-éthique du non-débat. Chaque chapelle, chaque école ou chaque courant de pensée, vit dans une clôture sur soi, quasi absolue, n'accordant fugacement de reconnaissance d'existence aux autres que pour mieux les anathémiser. Pourtant, il est clair que si jamais, un jour, les sciences sociales doivent renaître de leurs cendres, ce ne pourra être que sous la

---

2 Nous publions ici la 1re partie de l'article de M. Freitag qui, dans une seconde partie, après l'historique typologique qu'on va lire, propose une analyse de l'état des sciences sociales post-modernes. Rappelons que le 2e tome de son « Dialectique et Société » est paru, aux Editions « L'Age d'Homme ». Il semble à peu près introuvable à Paris. On peut se le procurer aux PUF, Place de la Sorbonne.

forme de l'élaboration d'un métadiscours, se mettant en mesure de tirer les leçons des échecs passés, d'interroger les fondements implicites sur lesquels se constituent disciplines et écoles, et de jeter les bases d'une interrogation anthropologique organisée<sup>3</sup>. A une telle interrogation anthropologique normative le libre débat est indispensable, qui permette d'explorer la portée des problématiques existantes, sans concessions mais sans aussi sans anathèmes. Dès lors le lecteur comprendra mieux les raisons de la taille volumineuse de ce numéro. Ce que les articles présentés nous paraissent avoir en commun, chacun à sa manière c'est d'être critique au bon sens du terme, c'est-à-dire de prendre au sérieux les auteurs critiqués en tentant de réeffectuer avec eux le travail de la pensée. Il valait la peine de les rassembler, fût-ce de manière quelque peu massive, à titre d'acte de foi dans les possibilités d'un débat honnête.

Débat, d'abord et essentiellement, sur un point central, familier aux lecteurs du MAUSS : dans quelle mesure est-il possible de fonder les sciences sociales sur un paradigme, ou un modèle, économiques ? C'est possible, nous dit Philip VAN PARUS, dans une optique a priori différente de celle du MAUSS, à condition d'expurger le modèle économique de ses naïvetés utilitaristes et de le coupler avec la linguistique, qui constitue selon lui le seul

---

3 On ne saurait compter sur les seuls anthropologues pour constituer une telle anthropologie. On lira avec intérêt, dans la revue *L'Homme*, n° 97-98, janvier-juin 1986, l'article de Paul Jorion qui, dans un esprit proche de celui que nous affichons ici, dresse le constat de l'inanité relative de la tradition anthropologique et invite à « reprendre à zéro ».

autre pôle important de structuration théorique dans les sciences sociales<sup>4</sup>.

Ce modèle économique, ainsi épuré, n'est rien d'autre qu'un rationalisme méthodologique<sup>5</sup>. N'est-il pas à craindre, pourrait-on lui demander, qu'un tel rationalisme méthodologique, comme tous les ismes méthodologiques, ne se réduise à un simple formalisme, largement tautologique, et qu'il ne soit voué à retomber dans l'utilitarisme dénoncé au départ ? A quoi sert-il de postuler dans la rationalité de l'action si l'on ne nous précise pas par rapport à quoi elle est supposée l'être ? Si on pose qu'elle l'est par rapport à un avantage à maximiser, quelle que soit sa nature, alors il ne sert à rien de prétendre récuser l'utilitarisme. Si on pose qu'elle l'est par rapport à des valeurs, sur le mode de la *Wertrationalität* weberienne, alors ce sont ces valeurs qu'il faut interroger et typologiser et non une supposée rationalité qui, considérée en elle-même, ne saurait être qu'une forme vide.

Prendre ce débat au sérieux, c'est se demander s'il est possible de réduire la sociologie à une économie politique généralisée. C'est la question que pose Alain CAILLE en s'interrogeant sur les implications de l'économisme de Pierre Bourdieu<sup>6</sup>. Dans un esprit voisin, Hubert BROCHIER montre parfaitement comment, de façon au premier abord étrange, la sociologie de Bourdieu présuppose en

---

4 L'article de P. Van Parijs a d'abord été publié dans la « Revue Nouvelle » (Tome LXXXIV, n° 10, octobre 1986, Rue Potagère 26, 1030 Bruxelles) que nous remercions de nous avoir aimablement autorisé à le reproduire.

5 Bien illustré par l'œuvre de J. Elster. Cf. *Ulysses and the Sirens*. Cambridge University Press, 1979.

6 Nous publions ici le début d'un long texte qui essaye de montrer comment le propos sociologique de Bourdieu, malgré son incontestable intérêt, est vicié par son économisme. Au minimum il conviendrait de remettre cette sociologie sur ses pieds, (ou sur sa tête ?) en faisant procéder le jeu social du capital symbolique plutôt que de l'économique. Mais un tel renversement ne saurait être opéré sans remaniements considérables de la théorie d'ensemble.

fait la pertinence de l'individualisme méthodologique que pourtant elle réfute. Question à Hubert Brochier : ce constat l'incite-t-il à penser que c'est sur le terrain de l'individualisme méthodologique qu'il faut reconstruire les sciences sociales (ce qui l'amènerait à rejoindre Ph. Van Parijs) ou bien à poser (conformément à ce qui semble être la logique du MAUSS) qu'il faut chercher ce fondement au-delà de tout économisme ?

En tout état de cause il était logique d'interroger l'individualisme méthodologique à la racine, c'est-à-dire chez Raymond Boudon. C'est ce que fait Vincent SIVRE, dans un article très bien informé des antécédents théoriques et des implications de cette approche. Peut-on faire fond sur l'individualisme méthodologique ? Convient-il de passer outre ? V. Sivré reste prudent. Un peu trop, peut-être, à nos yeux. C'est sans doute la rançon de l'éthique de la discussion. Dont il n'est pas certain que Boudon lui-même la respecte toujours. Les critiques qu'il adresse à son rival, P. Bourdieu, sont trop succinctes pour être recevables<sup>7</sup>. De même, nous montre Gerald BERTHOUD, dans un domaine qui nous concerne plus directement, il expédie K. Polanyi en quelques lignes et assigne ceux qui s'intéressent à son œuvre aux ténèbres de la sous-intelligenza, sans qu'on puisse être sûr qu'il ait réellement lu Polanyi, et, moins encore médité.

Ce que cette discussion de la portée et des limites du modèle économique met en évidence, c'est l'incertitude des fondements anthropologiques de la sociologie contemporaine et l'insuffisante explication et problématisation de ses rapports avec l'utilitarisme. Sur ce point, qu'ont à nous dire les anthropologues eux-mêmes ? Bizarrement, pas grand-chose. Comme si, pour eux, l'anthropo-

---

7 In « L'Ideologie », Grasset, 1986. Il est vrai que Bourdieu lui-même n'est guère plus prolix. La quasi-totalité du « débat » scientifique français, dans les sciences sociales, passe par des notes assassines en bas de page.

logie devait parler de tout sauf d'une théorie du sujet humain. De tout sauf d'anthropologie. Sur la question qui nous occupe, celle du degré de pertinence du paradigme économique, le débat n'a guère progressé depuis M. Mauss et ses descendants et commentateurs, G. Bataille, K. Polanyi, M. Sahlins et quelques autres. Une part non négligeable de la discussion passe par l'élucidation d'un point d'apparence mineure et fort technique, la question de l'interprétation du « hau' », ce mot maori dans lequel M. Mauss croyait trouver la réponse à la question de savoir ce qui oblige à rendre la chose donnée. Mehder KILAIVI nous propose un examen épistémologique rigoureux de toutes les réponses apportées à la question et nous montre, leçon de rigueur, comment aucune des interprétations, à commencer par celle de M. Mauss lui-même, ne s'est souciée de poser la question de la situation concrète dans laquelle a été tenu le discours qui a livré cette notion de hau à la sagacité perplexe des anthropologues, le discours du sage maori, Ranapiri. Seul un auteur qui n'est pas anthropologue professionnel mais économiste, notre amie Paulette Taieb, fait exception à la règle, relève M. Kilani<sup>8</sup>. La discussion est instructive et nous met en garde contre toute théorisation prématurée. Mais, en tant que telle, elle n'indique pas de piste particulière en direction d'une reformulation théorique. Mark ANSPACH au contraire, au-delà de la prudence épistémologique – fait preuve d'audace. Après une relecture d'inspiration girardienne de l'Essai sur le Don<sup>9</sup>, il nous propose d'interpréter le hau dans le cadre de la logique systémique et paradoxale de l'école de Palo Alto. Le hau apparaît alors comme le tiers médiateur par lequel se résout le paradoxe constitutif du don et, plus généralement peut-être, du rapport

---

8 Cf. les travaux de Paulette Taieb sur le hau in Bulletin du MAUSS, n° 7 et n° 11.

9 « L'échange des victimes » in Bulletin du MAUSS, n° 11 et n° 12.

social, celui qui tient à l'obligation d'être spontané. Voie qui nous semble féconde puisqu'elle pointe en direction d'un dépassement de l'économisme ainsi que de tout rationalisme simpliste parce que monodimensionnel et oublieux des complexités introduites par l'existence de métaniveaux.

Que cette recherche d'un au-delà de l'économisme et du rationalisme ne soit pas sans susciter de la méfiance chez un certain nombre des lecteurs, voire des auteurs<sup>10</sup> du MAUSS, c'est ce dont témoignent clairement les deux textes de Philippe GOTTRAUX. Le premier est consacré à Louis Dumont<sup>11</sup>, auteur pour lequel le MAUSS ne peut qu'éprouver de la sympathie, puisque dans le sillage de Mauss et de Polanyi, il est un de ceux qui mettent le plus radicalement en question tout naturalisme économiste-individualiste et qui maintiennent vivace le principe de base de la tradition sociologique française, celui de la nécessité de penser la totalité sociale en tant que telle. A cette démarche, et dans une optique qui se réclame explicitement du progressisme, P. Gottraux oppose le soupçon que, sous couvert de dénaturalisation des figures de l'économique et de l'individu, L. Dumont aboutisse à une naturalisation de l'ordre et de la hiérarchie. A préférer, au fond, la différence hiérarchique, dont le système des castes fournit l'illustration par excellence, à l'égalité démocratique. Il y a là réelle matière à débat. Avouons, toutefois, que le texte de Gottraux nous semble parfois trop marqué par la logique du soupçon et les procès d'intention moralisateurs. Pour ces raisons, nous avons hésité à le publier. Mais comme par ailleurs, dans le sillage du numéro 20 consacré aux enjeux idéologiques de l'anti-utilitarisme, P. Gottraux nous a également adressé un

---

10 Cf. Louis Baslé, in Bulletin du MAUSS, n° 20.

11 La fin de cet article sera publiée dans le prochain numéro.

texte qui met en doute la pureté des intentions démocratiques du MAUSS, il nous a semblé que cela rétablissait en quelque sorte l'équilibre. Il nous reproche apparemment le fait que certaines thèses présentes dans le MAUSS intéressent la Nouvelle Droite et que d'autres, ou les mêmes, ne se réclament pas du marxisme. De là à nous soupçonner de visées réactionnaires cachées, il n'y a qu'un pas. Que répondre ? Pas grand-chose dans l'immédiat, sinon, encore une fois, que rien ne se dissimule derrière l'entreprise du MAUSS, sinon le désir de quelques-uns de nouer des rapports de discussion et de réflexion échappant aux différentes vulgates qu'on nous serine de toutes parts ; que le MAUSS n'est pas une école, ni un groupuscule et qu'il n'y a donc pas lieu de l'hypostasier pour mieux le sataniser. Discutons donc sur la base de textes et d'affirmations précises et évitons les procès d'intention.

Décidément, le maniement des idées et la recherche d'un propos théorique sont choses périlleuses. Il pourrait être tentant d'abandonner la partie et d'en revenir aux faits, à ces « terrains » qu'affectionnent l'ethnographie et la sociologie empirique. Mais Michel ROBERT qui y a été voir et en est bien revenu, nous met en garde, dans un texte agréablement humoristique, et nous montre bien que là aussi, il n'est guère aisé de trouver la voie du salut.

Assumons donc les difficultés et les apories de la voie théorique et invitons à nouveau les lecteurs du MAUSS à participer à un débat aux nombreux risques de dérapage incontrôlé sur la question de savoir si notre société est « la plus merveilleuse qui ait jamais existé » (Popper), le samedi 20 juin, de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 17 h, au 1, Rue Descartes (Ancienne Ecole Polytechnique). La salle sera indiquée à l'entrée.

Alain Caillé.